Mémoire portant sur le Projet de loi n° 66
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure

Présenté à la Commission des finances publiques

Par

le Comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau

Luc Bégin, professeur à l'Université Laval;

Pierre-Olivier Brodeur, ancien chercheur à la CEIC;

Denis Saint-Martin, professeur à l'Université de Montréal;

Martine Valois, Ad. E., professeure à l'Université de Montréal.

Le Projet de loi n° 66, *Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure*, contient des articles qui portent sur plusieurs aspects liés aux projets d'infrastructure. Nous commenterons uniquement les dispositions du projet de loi qui se rapportent à la surveillance des marchés publics, soit les articles 1 à 10.

Lors du dépôt du Projet de loi n° 61, nous avons souligné que l'accélération de projets d'infrastructures pouvait accroître les risques de collusion et de corruption. Le projet de loi 61 accordait au gouvernement le pouvoir de modifier ou de suspendre, par simple règlement, les règles obligatoires prévues à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, allant ainsi à l'encontre des recommandations de la Commission Charbonneau et de l'OCDE sur les marchés publics.

Le Projet de loi n° 66 vise également à accélérer certains projets d'infrastructures, ce qui peut poser certains risques à l'intégrité des marchés publics. Cependant, le projet de loi prévoit un élargissement des pouvoirs de l'AMP dans le cas des projets mentionnés à l'annexe I, qui devraient faciliter les interventions de l'AMP dans le cadre de ces projets.

Ces pouvoirs additionnels sont les suivants :

- Inclusion des sous-contrats dans les fonctions de veille de l'AMP (art.2 et 3). Ce pouvoir additionnel, qui était mentionné dans le rapport de la CEIC¹, devrait permettre à l'organisme d'avoir une vue plus complète sur toute l'activité contractuelle.
- Obligation de communiquer des documents visant les soumissionnaires, contractants et sous-contractants et de confirmer leur authenticité, dans le cadre des examens des processus d'adjudication, d'attribution ou d'exécution d'un contrat public (art. 4). Ce pouvoir complète les pouvoirs dont dispose l'AMP dans le cadre de ces activités de vérification et d'enquête.
- Élargissement du pouvoir de faire des ordonnances, de suspendre ou de résilier un contrat dans le cadre d'examens portant sur l'attribution ou l'exécution d'un contrat public, examens qui peuvent être déclenchés à la suite d'une plainte, ou de l'initiative même de l'AMP (art. 5 et 6).

Ces modifications sont souhaitables pour faciliter les interventions dans un contexte d'accélération des travaux et sont conformes aux recommandations de la Commission Charbonneau. L'accroissement des pouvoirs de l'AMP auquel procède le Projet de loi n° 66 est bien avisé, puisqu'il permettra à l'organisme d'effectuer sa mission de surveillance des contrats publics de manière plus efficace. Nous sommes cependant d'avis qu'elles ne devraient pas être limitées aux seuls projets mentionnés à l'annexe I, mais s'étendre à tous les contrats inclus dans le mandat de l'AMP. Une AMP plus robuste bénéficiera à tous les organismes publics qui pourront compter sur son soutien, à tous les contractants qui profiteront d'un environnement de saine et juste concurrence et, ultimement, à tous les citoyens.

¹ *Rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, tome 3, p.93.

Nous recommandons donc que les pouvoirs et fonctions supplémentaires mentionnés aux articles 2,3,4,5 et 6 du Projet de loi n° 66 soient octroyés à l'AMP pour l'ensemble de sa mission.

Nous recommandons également d'autres modifications afin de rendre l'AMP conforme aux recommandations de la Commission Charbonneau.

D'abord, bien que tous les projets de l'annexe I du Projet de loi n° 66 sont attachés à un ministère ou à la SQI, nous soulignons que le projet de loi stipule tout de même que l'AMP n'a qu'un pouvoir de recommandation aux conseils municipaux, plutôt qu'un pouvoir d'ordonnance comme c'est le cas pour les organismes publics. Cette limite est également présente dans la *Loi sur l'autorité des marchés publics*. L'AMP a donc un pouvoir moindre dans un milieu dont les travaux de la Commission ont montré les risques importants. Il s'agit d'une situation qu'il serait souhaitable de corriger. Nous suggérons de renforcer les pouvoirs de l'AMP dans ce domaine en lui octroyant un pouvoir d'ordonnance lors de ces interventions portant sur le domaine municipal.

La Commission Charbonneau recommandait également que l'AMP ait « le pouvoir d'imposer des règles au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) et d'agir, à titre de membre observateur du conseil d'administration² ». Le BSDQ joue un rôle important dans l'industrie de la construction au Québec en permettant la mise en contact d'entrepreneurs généraux et d'entrepreneurs spécialisés. À son sujet, la Commission notait : « Un certain nombre de phénomènes de collusion ont effectivement été constatés dans ces domaines et, sans affirmer qu'ils y sont plus importants qu'ailleurs, il importe [...] qu'ils puissent être repérés et combattus. L'un des premiers gestes posés en ce sens serait de permettre à l'AMP d'agir comme membre observateur du conseil d'administration de l'organisme³ ». Lors de leur intervention dans le cadre de l'étude du Projet de loi n° 108, *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics*, les représentants du BSDQ se sont montrés favorables à cette idée. Nous encourageons donc les parlementaires à aller de l'avant avec cette recommandation.

Les articles du Projet de loi n° 66 qui portent sur l'intégrité des marchés publics vont dans le sens d'un accroissement des fonctions et des pouvoirs de l'AMP et contribuent ainsi à une meilleure surveillance des contrats publics. Nous invitons les parlementaires à rendre pérennes ces modifications afin que ces améliorations ne s'appliquent pas seulement à certains contrats publics, mais touchent l'ensemble des marchés publics québécois.

² *Rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, tome 3, p.96

³ *Rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, tome 3, p.95